

<http://www.ujfp.org/spip.php?article6447>



# Retour sur la marche de retour, vue de Haïfa - Conversation avec Majd

## Kayyal



pour comprendre - Analyses, opinions & débats -  
Date de mise en ligne : samedi 9 juin 2018

---

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

---

Le 9-06-2018

Haïfa - 24 mai 2018

**Retour sur la marche de retour, vue de Haïfa**

**Conversation avec Majd Kayyal, propos recueillis par Michèle Sibony** (*Les italiques dans le texte sont d'elle*)

*La marche du retour a pris une importance particulière cette année, en raison de l'anniversaire des 70 ans de la Nakba, avec la répression des manifestations de Gaza, mais aussi avec les manifestations organisées à Haïfa dont celle très violemment réprimée du 18 mai dernier. Comment analyser la portée de ces événements, à la lumière des célébrations précédentes ?*



Photo : Majd Kayyal

La marche du retour est organisée chaque année en Palestine depuis plus de 20 ans. Sur le territoire de 1948, on peut faire deux remarques, la date de la marche est calquée sur le calendrier hébraïque religieux de la « fête d'indépendance », et non sur le calendrier chrétien. Cette date varie donc chaque année selon le calendrier hébraïque : Cette année c'était le 29 avril par exemple, l'an dernier le 19 avril je crois ... Il n'y a quasiment jamais donc de marche ou d'événement commémoratif organisé le 15 mai, jour choisi pour la Nakba palestinienne. C'est le jour férié de l'indépendance israélienne qui est celui des commémorations. La marche ne dérange donc pas et s'insère dans la normalité de la vie israélienne. Presque toutes les dernières années, il n'y a pas eu sur le territoire de 48 d'activité ou d'événement commémoratifs de la Nakba organisés par les partis ou officiellement réunissant le peuple palestinien le 15 mai. Du coup cette célébration prend ici en quelque sorte un caractère folklorique, c'est une activité essentiellement familiale de visite des lieux, de chants, ce qui est bien, et fondamental même d'un point de vue éducationnel, mais manque de contenu politique du point de vue de la lutte politique . Cela dit que la Nakba et le retour font partie de notre identité politique et culturelle au sens large mais ne font pas partie de l'action politique au sens de la lutte de libération. Alors par exemple, on ne s'autorise pas à faire ces événements dans les villes faute d'obtenir une autorisation de la police, on fait cela le jour férié israélien. Cela risque de transformer la question des réfugiés et de la Nakba sur le modèle du traitement de celle des indigènes aux Etats Unis. Alors oui nous revêtons les uniformes des réfugiés et nous arborons l'identité folklorique de la Nakba mais nous n'intégrons pas cette marche du retour dans le cadre de la lutte politique

***N'y a -t-il pas ici aussi (comme aux Etats unis dans la situation que tu décris) un élément d'échec ou de défaite qu'il faut prendre en compte ou à tout le moins de rapport de force. A Gaza et même ici à Haïfa une volonté de protéger les gens de la violence ?***

Je ne parlais pas de Gaza. Mais je crois aussi qu'une partie importante de la direction politique fonctionne avec cette idée de défaite. Il y a une différence entre l'échec ou la défaite et le rapport de force. La défaite tend vers l'idée qu'on ne peut réparer la perte historique. Qu'il n'y aura pas de justice et qu'on ne recouvrera pas nos droits. Je suis convaincu qu'une partie importante de la direction traditionnelle s'intéresse à la Nakba et au droit du retour comme un concept culturel et n'est pas convaincue qu'il puisse se concrétiser politiquement, ni que la justice historique puisse être restaurée. Que dit par exemple la direction de la « liste arabe unie » (*au parlement israélien*) : quand nous sortons célébrer le jour de la Nakba dans la marche du retour, ce n'est pas contre l'Etat mais contre le malheur que l'Etat a causé pendant les premières années de son existence. C'est une position qui existe et qui dit que l'on peut réaliser le concept du retour et marquer la Nakba à l'intérieur du cadre de la citoyenneté (*israélienne*). Certes, c'est très important pour des milliers d'enfants palestiniens de revenir sur les traces des villages détruits et d'apprendre l'histoire...

Mais, cette fois, parce que Gaza a choisi d'aller vers un grand événement pour le jour de la Nakba le 15 mai, il s'est passé là quelque chose de très politique, de non routinier, de très intelligent, et qui a une dimension historique.

On connaît cette fameuse dichotomie dès que l'on parle de Gaza, entre Hamas et les gens, Mais c'est ne pas comprendre que l'espace non partidaire à Gaza est proche de zéro. La société gazaouie est traditionnellement tellement organisée par l'appartenance à un parti, que cela structure même les familles, telle famille est Fatah ou FP etc... C'est d'ailleurs un composant sociologique fondamental de la société palestinienne dans les territoires occupés et parmi les réfugiés. C'est comme l'affirmation qui a été faite que la plupart des tués étaient proches d'activistes terroristes ... (*il rit...*) Mais c'est Gaza !

Ce qui est nouveau cette année, c'est que le Hamas a accepté de donner un espace d'organisation et d'action populaire à Gaza, qu'il n'accorde pas habituellement. En général il est très rétif à cela, peut-être à cause de son obsession sécuritaire, et peut être aussi par bêtise politique. Il y a donc eu une véritable organisation des gens en dehors des partis, même si certains habituellement sont membres du Hamas, ils ne l'ont pas fait par obéissance à des ordres du parti. Hamas a lâché les rênes mais Il a aussi essayé de tirer profit de la situation en tentant de récupérer l'action, en proclamant par exemple que la plupart des tués étaient membres du Hamas, ce qui était bête et faux en même temps. Bien sûr qu'il faut utiliser à son profit une situation pour en tirer des avantages politiques, pour alléger le siège par exemple, et donner une légitimité à la résistance. Mais il faut le faire intelligemment.

Cette organisation populaire a produit deux situations de portée historique : C'est la première fois que la situation contemporaine, en l'occurrence le siège de Gaza actuel et ses effets, se trouve connectée avec force avec des événements historiques et des valeurs, la Nakba, et le droit au retour. C'est un phénomène rare. Impossible de dissocier le siège, l'occupation, du droit au retour. On ne peut plus dire : arrêtons l'occupation, arrêtons le siège, on ne peut plus parler de rien en dehors du cadre du droit historique du retour. C'est la première fois que cela se produit, même pendant la première Intifada on n'avait pas fait ce lien, ou sous forme de slogans, mais pas de façon systématique et liée à l'action. C'est la première fois que quelqu'un dit : la solution à mon problème d'aujourd'hui, le problème de l'eau, et de la nourriture et des médicaments et de l'électricité, ne peut être résolu en dehors de la pensée du droit au retour et de la Nakba, cela n'est pas arrivé souvent dans l'histoire du peuple palestinien, en particulier entre les années 80 et aujourd'hui. En effet ce qui est évident à comprendre pour les réfugiés de l'extérieur, l'importance du droit au retour, l'est beaucoup moins pour ceux qui ont été déplacés à l'intérieur de la Palestine, à Gaza, en Cisjordanie ou sur le territoire de 48. Pour eux cette question est souvent diluée dans d'autres problématiques comme l'inégalité l'apartheid, la colonisation. La marche de Gaza, dont une majorité de la population est réfugiée, révèle l'essence profonde et première du conflit.

Dans la situation de Gaza, après Oslo, après le débat sur un ou deux Etats, revenir et dire clairement : non ! la solution au problème de l'eau à Gaza c'est le droit au retour, cela a fait atteindre au droit du retour des niveaux dont nous n'avions pas rêvé, les gens, soudain se mettent à parler du droit au retour comme de quelque chose de pertinent, de possible.

Cela c'est du ressort des principes. Sur le plan concret, il y a quelque chose auquel le peuple palestinien était peu habitué qui est que l'action populaire, les manifestations, la résistance populaire pouvait se conduire sans contradiction avec la résistance armée. La résistance populaire s'exprime comme pendant la première intifada, mais en même temps qu'est présente une organisation militaire qui dit : on ne lâche pas les armes et nous conservons le droit d'agir militairement contre l'occupation. Le Hamas détient les armes et revendique le droit à la résistance armée. Alors que si l'on regarde les grandes étapes de la lutte, la première intifada a été perçue essentiellement comme résistance populaire, la seconde principalement à dominante armée. Avant cela, au Liban comme en Jordanie dans les années 70 la perception dominante était celle de la résistance armée.

***Je suis surprise, car sur le terrain, ce soutien militaire dont tu parles n'est pas visible, de plus en France on associe systématiquement droit au retour et opposition au transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, comme les deux revendications de la marche.***

Je n'ai pas voulu dire que c'est un renfort ou un soutien actif, mais on sait que Hamas a la capacité d'agir militairement, rappelle-toi ce qui s'est passé en Cisjordanie par exemple : à la fin des années 80 Arafat avait choisi le rejet des armes et le soutien à la résistance populaire. Mahmoud Abbas avec l'Autorité palestinienne refuse aussi les armes, mais ne soutient pas pour autant, et même réprime la résistance populaire. De fait il réprime les deux modes de résistance. Hamas, lui, avait refusé de rendre les armes.

C'est bien la première fois qu'on a cette synthèse impressionnante : simultanément une résistance civile qui ne s'oppose pas au principe du droit à la résistance armée, et une résistance armée qui n'annule pas l'importance de l'implication des masses populaires dans le processus de libération.

***Tu veux dire alors qu'il y a une coupure entre Cisjordanie et Gaza, notamment sur cette question ?***

Bien sûr que la coupure est profonde ! Et à bien d'autres niveaux encore. A présent pour répondre sur l'ambassade et Jérusalem, on n'a pas vraiment vu de révolte massive, ou un soulèvement d'ampleur. L'intérêt populaire n'est pas manifeste pour ce qui est considéré comme des enjeux diplomatiques, politiques ou juridiques, autant de cadres dans lesquels les Palestiniens n'ont pas confiance. Ils ne voient pas en quoi le droit international les a jamais aidés, ils ont le sentiment qu'il ne leur apporte rien. Si l'ambassade n'est plus à Tel Aviv et qu'elle est à Jérusalem, qu'est-ce que cela change pour eux ? Ils sont bien plus intéressés par ce qui influe directement sur leur vie quotidienne : Essaye de bloquer une des portes de la vieille ville et tu verras le soulèvement immédiat.

***Mais si on touche à la Mosquée ?***

Oui bien sûr, la Mosquée sa symbolique religieuse est une composante essentielle dans la société palestinienne et son identité culturelle. De plus c'est une grande partie du territoire de la vieille ville. En réalité la mosquée constitue aussi l'axe majeur de l'organisation urbaine et de la circulation de toute la vieille ville.

***Il y a quand même la colère du monde musulman et une inquiétude sur le sens de ce transfert, son impact sur la vieille ville et les lieux saints musulmans .***

Il faut juste écouter les slogans de Gaza, ce que disent les gens de Gaza. Les gens de Gaza ont fait la marche à cause du siège et parce qu'ils sont en majorité des réfugiés qui ont gardé une forte conscience politique de réfugiés. Et cela malgré les tentatives d'affaiblir cette conscience de réfugié depuis Oslo. Par exemple l'autorité palestinienne avait essayé de transformer les camps de réfugiés en autant de municipalités, de villes, pour essayer d'annuler ce statut social de réfugié, ils ont échoué.

### ***Et en Cisjordanie que s'est-il passé autour de la marche du retour ?***

De fait, relativement à toute la Cisjordanie, à l'espace de la première intifada, cette fois, à part une manifestation importante à Ramallah, il ne s'est quasiment rien passé, d'où l'intérêt des manifestations de Haïfa, la « ville de la coexistence » (*grand sourire*).

La jeune génération de Gaza a assumé la lutte avec humour : organisée en brigades, les jeunes se sont répartis entre les brigade des pneus. Les très jeunes se baladent toute la semaine dans Gaza à la recherche des pneus à collecter pour l'utilisation le jour de la manifestation. Ils ont un porte-parole officiel, c'est très drôle. Il y a la brigade de l'armée de l'air qui s'occupe des cerfs volants, et celle des coupeurs de barrière, il y a même une brigade « divertissement », et celle géniale du « refus de comprendre », qui prend le contre-pied satirique des unités de négociations palestiniennes, c'est leur unité diplomatique en quelque sorte !

### ***Mais comment sais-tu tout cela ?***

Tout est visible sur facebook, il y a des dizaines de vidéos, ils ont un porte-parole par brigade. Regarde, (*il me montre sur son portable*), ils ont filmé la parade de l'unité des pneus. Tout cela circule sur facebook avec forces blagues et traits d'humour, prenant totalement à rebours les accusations de morbidité suicidaire... la jeunesse de Gaza se bat et dans la joie. Ils sont drôles et ils rient, il faut dire qu'ils s'ennuient ferme à Gaza où il n'y a rien à faire, jour après jour.

<https://www.facebook.com/Hay.Tuofaah.1/videos/1788471624542898/>

<https://www.facebook.com/anwar.bas/videos/10216361802222144/>

### ***Alors, raconte un peu : comment, pourquoi les manifestations à Haïfa ?***

Pourquoi Haïfa, c'est la bonne question. D'abord cela se passe à Haïfa parce que c'est plus difficile à organiser dans toute autre ville à population arabe d'Israël. Nazareth, Sakhnin, Um el fahem, Ara, ou même Akko et Jaffa, etc ... sont des villes où les municipalités, en plus des violences policières ont été soumises à de telles pressions du gouvernement après les manifestations de ces dernières années, qu'elles ne peuvent accueillir sans problèmes des manifestations, surtout celles composées de jeunes qui risqueraient d'être moins sages que dans les manifestations traditionnelles. Alors que Haïfa c'est une vraie ville, la seule où personne ne viendra nous dire « ne manifestez pas » ou « tenez-vous bien ». Cette nouvelle forme d'organisation commencé avec les manifestations contre le plan Praver (*qui prévoyait la judaïsation du Néguev et le déplacement de plus de 40 000 bédouins, en cours de réalisation d'ailleurs - lire <http://ujfp.org/spip.php?article2967>*), elle regroupe des jeunes palestiniens encartés ou non à Balad ou Hadash, mais indépendants, qui se retrouvent via les réseaux sociaux et s'organisent plutôt loin des partis politiques. Tout fonctionne par réseaux sociaux et étonnamment bien. Il y a eu des manif lundi, mardi, vendredi, et dimanche dernier. Les mots d'ordre de ces manifestations ne sont pas des mots d'ordre de solidarité ou de soutien à la marche du retour de Gaza. Nous sommes une partie, une branche de la marche du retour, c'est pourquoi nous n'avons pas d'autres mots d'ordre que ceux de Gaza : Briser le siège, Droit au retour. La direction traditionnelle de 48 (*celle des Palestiniens citoyens d'Israël*) n'arrive pas à se percevoir comme une partie de cette marche, elle s'est exprimée après la manifestation du vendredi 18 mai, contre les « violences policières » et contre

la « restriction de l'espace démocratique ».

Depuis les manifestations contre le Plan Praver, la décision stratégique a été prise de ne plus demander d'autorisation de manifester. La loi ne dit pas que toutes les manif nécessitent une demande d'autorisation. Par exemple un rassemblement, même de mille personnes, sur le trottoir, et sans mégaphone, ne requiert pas d'autorisation. S'il y a un élément de discordance fondamentale entre les organisateurs de ces rassemblements et les dirigeants des partis traditionnels, c'est bien cette question des autorisations pour les manifestations. Hadash les a beaucoup attaqués sur ce choix et sur le blocage d'une artère principale de la ville.

Mais les organisateurs de ces événements ne veulent pas discuter avec la police, ni avant ni pendant les manifestations. C'est une forme d'escalade assumée, car il n'est pas possible qu'après toutes ces années un seul pas en avant ne soit effectué. Ces organisateurs ne sont pas pour autant des têtes brûlées, ils connaissent la loi, et leurs droits. Par exemple, rien n'oblige à disperser une manifestation non autorisée. Lors de la première manifestation du 14 mai ils ont bloqué l'avenue Haatzmaout (*avenue de l'indépendance artère centrale en bas de la ville au port*) pendant 20mn, la manif a duré une heure et demi en tout et s'est dispersée calmement. Après tout ils savent bien que les handicapés qui protestent bloquent Ayalon, (*le boulevard périphérique de Tel Aviv*), que les Ethiopiens en manifestation ont bloqué la route 6 (*autoroute centrale*).

Il a aussi été décidé de manifester dans la ville basse, encore peuplée de Palestiniens jusqu'en 2000 et qui subit en ce moment même un processus de gentrification accéléré, conduit par la société « Homeland ». C'est un quartier redessiné pour le tourisme et rebaptisé « le souk turc ». C'est un quartier aussi très proche de Wadi Salib, (*quartier palestinien évacué en 48 puis partiellement repeuplé de réfugiés revenus, et aussi d'immigrés juifs marocains dans les années 50*) qui est totalement détruit aujourd'hui, ces lieux concernent aussi le droit du retour.

### ***Parle-moi des violences policières de la manif du vendredi 18 mai :***

Ce n'était pas la manifestation la plus violente qui se soit produite à Haïfa, il y a eu des manifestations bien plus violentes, pendant les mobilisations contre le Plan Praver en 2013 des gens sont arrivés à l'hôpital en danger de mort, quelqu'un a failli perdre un œil. Il y a deux choses à noter sur cette violence et qui sont liées à la situation autour de Gaza. Cette fois la violence a été « manuelle » si l'on peut dire, pas de tirs de gaz lacrymogènes ou autres, mais les têtes cognées contre les murs, un genou cassé à coup de pied, une oreille éclatée, tout cela non pas dans une dispersion musclée, mais plus tard, à froid, à l'intérieur du poste de police. Quand c'est une violence de proximité, avec les mains, tu regardes l'agresseur dans les yeux et le « sentiment » de violence est encore plus grand. C'est la même chose à Gaza, toute proportion gardée, des morts il y en a eu des centaines pendant l'opération militaire israélienne de 2014, mais soixante tués par les tirs de snipers à Gaza, d'une façon tellement frontale et brutale, c'est encore autre chose, un autre niveau.

Cette violence qui s'est produite contre les gens arrêtés, à Haïfa et dans le poste de police, porte en elle-même un message : Organiser une manifestation en unité, et non en solidarité, avec Gaza, avec les slogans de Gaza, c'est briser le cadre légal de la citoyenneté, et la réponse est à la hauteur, hors du cadre légal de l'utilisation de la force. C'est la raison pour laquelle les organisateurs se sont dit qu'il fallait appeler rapidement à au moins une autre manifestation quelque-soit le contexte, parce que sinon il ne pourrait plus rien se passer dans cette ville pendant plusieurs années.

Le 1er juin une autre manifestation a donc été organisée à Haïfa par ce réseau et a rassemblé quelques centaines de participants, le double environ de celle du 18 mai ; elle s'est déroulée sans répression policière.

***\*Majd Kayyal jeune journaliste et écrivain vit à Haïfa, sa famille est réfugiée du village de Barwa. Militant, il a coorganisé plusieurs campagnes et projets politiques. Son premier roman, « The tragedy of Sayyed Matar » (2016) a reçu le prix du jeune écrivain de la Fondation Qattan . En 2017 il a publié une étude politique : « How does the Zionist regim transform itself ? The case of Netanyahu and the Israëli Media ». Il écrit pour le***

